

# L'humanité a-t-elle un avenir? 1ère partie

Le 3 avril 2023 par C.J. Polychroniou, TRUTHOUT <https://truthout.org/articles/is-a-livable-future-still-possible-chomsky-and-pollin-discuss-the-ipcc-report/>

C. J. Polychroniou est économiste politique/scientifique, auteur et journaliste. Il a enseigné et travaillé dans de nombreuses universités et centres de recherche en Europe et aux États-Unis. Actuellement, ses principaux intérêts de recherche portent sur l'intégration économique européenne, la mondialisation, le changement climatique, l'économie politique ainsi que la politique des États-Unis et la déconstruction du projet politico-économique du néolibéralisme. Il contribue régulièrement à *Truthout* et est membre du Public Intellectual Project de *Truthout*.

Il a publié de nombreux livres et plus de 1000 articles qui sont parus dans nombre de revues, de magazines, de journaux et de sites d'information populaires. Plusieurs de ses publications ont été traduites en plusieurs langues étrangères, notamment en arabe, chinois, croate, espagnol, français, grec, italien, néerlandais, portugais, russe et turc.

Ses derniers livres sont *Optimism Over Despair : Noam Chomsky On Capitalism, Empire, and Social Change (2017)* ; *Climate Crisis and the Global Green New Deal : The Political Economy of Saving the Planet* (avec Noam Chomsky et Robert Pollin comme principaux auteurs) ; *The Precipice : Neoliberalism, the Pandemic, and the Urgent Need for Radical Change*, une anthologie d'entretiens avec Chomsky publiée à l'origine sur *Truthout* et rassemblée par Haymarket Books ( 2021) ; et *Economics and the Left: Interviews with Progressive Economist (2021)*.



**Robert Pollin et Noam Chomsky (Jared Rodriguez / Truthout)**

Le groupe d'experts intergouvernemental des Nations unies sur l'évolution du climat (GIEC) a publié un nouveau rapport sur le climat, celui-ci met à jour et synthétise les conclusions de tous les rapports antérieurs et de la sixième évaluation du GIEC. Il appelle à une action immédiate pour freiner le réchauffement climatique et garantir un avenir viable pour tous. Dans cet entretien exclusif pour *Truthout*, Noam Chomsky et Robert Pollin apportent un éclairage remarquable sur les implications du nouveau rapport du GIEC et sur les mesures à prendre, tant sur le plan politique que financier, qui découlent de ses conclusions.

Noam Chomsky est professeur émérite dans le département de linguistique et de philosophie du MIT, professeur lauréat de linguistique [Le titre de professeur lauréat est décerné aux universitaires les plus éminents en reconnaissance de leurs

réalisations et de leur contribution exceptionnelle à leur domaine d'études et à leur université, NdT] et titulaire de la chaire Agnese Nelms Haury du programme sur l'environnement et la justice sociale de l'université d'Arizona. Il est l'un des chercheurs les plus fréquemment cités dans le monde et un intellectuel reconnu considéré par des millions de personnes comme un trésor national et international, Chomsky a publié plus de 150 ouvrages sur la linguistique, la pensée politique et sociale, l'économie politique, l'étude des médias, la politique étrangère des États-Unis et les affaires mondiales.

Robert Pollin est professeur d'économie et codirecteur de l'Institut de recherche en économie politique (PERI) à l'université du Massachusetts-Amherst. Il est l'un des plus grands économistes progressistes au monde et a publié de nombreux ouvrages et articles universitaires sur l'emploi et la macroéconomie, les marchés du travail, les salaires et la pauvreté, ainsi que sur l'économie de l'environnement et de l'énergie. Il a été sélectionné par le magazine Foreign Policy comme l'un des « 100 principaux intellectuels mondiaux de 2013 ». Chomsky et Pollin sont co-auteurs de *Climate Crisis and the Global Green New Deal : The Political Economy of Saving the Planet* (2020).

**C.J. Polychroniou: Le GIEC vient de publier un rapport de synthèse qui s'appuie sur le contenu de son sixième rapport d'évaluation, c'est-à-dire les contributions des trois groupes de travail et des trois rapports spéciaux. En somme, nous avons un rapport de synthèse des évaluations scientifiques sur le changement climatique publiées depuis 2018, sauf que le nouveau rapport dresse un tableau encore plus inquiétant : Nous sommes plus proches que jamais d'atteindre ou de dépasser une hausse de température de 1,5 degré Celsius et «l'augmentation continue des émissions affectera davantage toutes les principales composantes du système climatique».**

S'appuyant sur les conclusions de centaines de scientifiques qui ont contribué au sixième rapport d'évaluation du GIEC (AR6), le rapport de synthèse indique qu'« à court terme, toutes les régions du monde devraient être confrontées à une nouvelle augmentation des risques climatiques (*prévision avec un niveau de confiance allant de moyen à élevé, selon la région et le risque*), ce qui multipliera les risques pour les écosystèmes et les êtres humains (*avec un niveau de confiance très élevé*) ».

Aussi, les auteurs du rapport de synthèse affirment-ils que la limitation du réchauffement climatique exige des émissions de dioxyde de carbone «zéro émissions nettes» et que la fenêtre d'opportunité «pour assurer un avenir viable et durable pour tous» se «referme rapidement», et ils appellent à prendre d'urgence des mesures climatiques sur tous les fronts.

Les auteurs du rapport de synthèse affirment en effet qu'il existe perspectives exceptionnelles pour «intensifier l'action climatique» et que seul le manque de volonté politique nous empêche d'avancer. Noam, que pensez-vous du nouveau rapport du GIEC? Je suppose que ses conclusions et ses recommandations en matière de mesures politiques ne vous ont pas surpris.



*C'est une grande victoire pour le climat (Source The Nature Conservancy)*

**Noam Chomsky** : Les rapports du GIEC sont des documents de consensus. Et donc, ils ont tendance à plutôt sous-



estimer les faits. Celui-ci me semble différent. Il semble que le désespoir de la communauté scientifique ait atteint un tel niveau qu'ils ne prennent plus de gants et qu'ils estiment que le moment est venu de faire preuve de franchise. Le temps presse. Il est urgent de prendre des mesures énergiques.

Il existe des solutions. Si elles ne sont pas mises en œuvre, avec détermination, nous pourrions tout aussi bien dire : «Dommage, mais nous avons été ravis de vous connaître». Le rapport souligne l'absence de «volonté politique ». Ce qui est tout à fait exact.

Si notre survie nous importe au point de nous décider à agir de manière résolue, nous devrions nous intéresser de près à ce concept et à ce qu'il signifie pour les sociétés existantes ou, mieux, pour les sociétés que nous avons quelque espoir de voir naître dans le délai imparti pour prendre les mesures qui s'imposent. En bref, nous devons avoir une compréhension claire des structures institutionnelles au sein desquelles la volonté politique peut avoir des effets concrets.

Où la volonté politique s'exerce-t-elle? Dans la rue, pour reprendre la métaphore familière, c'est-à-dire au sein d'une population informée, militante et organisée. Dans la mesure où cette forme de volonté politique s'exerce, elle peut - dans le cas présent, elle doit - parvenir jusqu'aux centres de pouvoir, privés et étatiques, qui sont étroitement liés, pour ensuite les influencer.

Disons-le tout net. Le Congrès vient d'adopter une «législation historique» sur le climat, l'Inflation Reduction Act (IRA) de 2022. Elle est présentée (<https://www.nature.org/en-us/newsroom/us-house-passes-landmark-climate-bill/>) comme la législation la plus importante en matière d'énergie propre et de climat dans l'histoire de la nation, «une nouvelle aube pour l'action climatique aux États-Unis». C'est exact. Mais cela révèle aussi le triste bilan de l'histoire et des promesses en matière d'«action climatique».

Bien qu'elle ne soit pas dépourvue de mesures positives, cette loi n'est que le pâle reflet de la législation proposée par l'administration Biden sous l'impulsion d'un militantisme populaire soutenu, principalement relayé par les équipes de Bernie Sanders. Dans le même ordre d'idées, des initiatives de même nature sont parvenues jusqu'au Congrès sous la forme de la résolution Green New Deal, réintroduite en 2021 par Alexandria Ocasio-Cortez et Ed Markey.



**Eoliennes (Source The Nature Conservancy)**

Si elle avait été adoptée telle quelle, la proposition Biden aurait en effet constitué une «législation historique». Pour insuffisante qu'elle soit au regard de l'urgence à laquelle nous sommes confrontés, elle aurait constitué un grand pas en avant. Elle a été progressivement affaiblie par l'opposition de 100% des Républicains à tout ce qui pourrait s'attaquer à la crise la plus grave de l'histoire de l'humanité et empiéter sur leur passion dévorante pour les richesses extrêmes et le pouvoir des entreprises.

Rejoint par quelques Démocrates de l'aile droite du parti, le radicalisme du GOP [Grand Old Party = les Républicains,

NdT] a réussi à vider la proposition initiale de la majeure partie de sa substance. Pour bien comprendre nos institutions politiques, il est important de rappeler que le profond attachement du Parti républicain à la destruction de l'environnement n'est pas un simple sadisme sociopathe.

En 2008, le candidat Républicain à la présidence, John McCain a, dans son programme, proposé une modeste initiative climatique limitée, et les Républicains du Congrès envisageaient également quelques mesures. Pendant des années, l'énorme conglomérat énergétique des frères Koch a travaillé avec acharnement pour s'assurer que le GOP ne s'écarte pas de son négationnisme climatique.

Lorsqu'ils ont réalisé qu'une telle déviance était en cours, ils ont lancé une offensive pour rétablir l'orthodoxie: corruption, intimidation, lobbying, astroturfing [L'astroturfing est une technique consistant en la simulation d'un mouvement spontané ou populaire à des fins d'ordre politique ou économique pour influencer l'opinion publique, NdT], ils ont utilisé tous les moyens à la disposition d'un pouvoir économique concentré dans les mains de gens qui n'ont pas de comptes à rendre.

Cela a très bien marché, avec célérité et efficacité. Depuis lors et jusqu'à aujourd'hui, il est difficile de repérer un quelconque manquement de la part du GOP à l'obligation de répondre aux exigences du pouvoir central, à savoir que nous sommes tenus de foncer vers la destruction (et l'enrichissement, pendant les quelques années à venir où cela aura de l'importance).

Il s'agit peut-être là d'un cas extrême, mais il n'est pas si loin de la norme dans le cadre du capitalisme d'État dominant. C'est particulièrement vrai à l'ère du capitalisme sauvage appelé néolibéralisme, qui est fondamentalement une forme de guerre de classe féroce camouflée sous la terminologie grossièrement trompeuse de «marchés libres », comme le montre très clairement la réalité.

Pour en revenir à l'IRA, l'une de ses principales dispositions est un ensemble de mécanismes visant à inciter l'industrie des combustibles fossiles et les institutions financières qui la soutiennent à agir plus gentiment. Ces dispositifs sont principalement des pots-de-vin et des subventions, y compris la mise à disposition de terres fédérales pour l'exploitation pétrolière pendant des décennies, bien après que nous ayons franchi les points de basculement vers une destruction irréversible du climat.

Le choix de la stratégie est logique compte tenu des structures institutionnelles existantes. Dans la culture de l'élite, il est parfaitement acquis que toutes les exigences doivent être subordonnées au bien-être des maîtres de l'économie privée. C'est Moïse et les prophètes, pour paraphraser Marx. Si les maîtres ne sont pas satisfaits, nous sommes perdus.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, l'ensemble de la société s'est mobilisée dans le cadre de l'effort de guerre. Mais comme l'a fait remarquer le secrétaire d'État à la guerre Henry L. Stimson (<https://ap.gilderlehrman.org/essays/world-war-ii-home-front#:~:text=Stimson%20observed,%20>), «dans un pays capitaliste, pour essayer de faire la guerre ou de s'y préparer, il faut laisser les entreprises gagner de l'argent dans cette opération, sinon ça ne marchera pas».

Les chefs d'entreprise étaient appelés à «diriger les agences qui coordonnaient la production, [mais] ils restaient salariés de leur entreprise, toujours très au fait des intérêts des sociétés qu'ils dirigeaient». Pour inciter les entreprises à adhérer à ce système, on a souvent eu recours au schéma «frais généraux plus honoraires fixes», par lequel le gouvernement garantissait tous les coûts de développement et de production et versait de surcroît un pourcentage des bénéfices sur les biens produits.

Commençons par le début. Oui, il est important de gagner la guerre mais il est plus important encore de «faire en sorte que les entreprises gagnent de l'argent au passage». Telle est la véritable règle d'or à respecter, non seulement pendant la guerre la plus destructrice de l'histoire, mais aussi dans le cadre de la guerre bien plus vaste dans laquelle la société humaine est aujourd'hui plongée : la guerre pour la préservation de toute vie humaine organisée sur la Terre.

Nos structures institutionnelles, dans leur principe le plus élevé, révèlent aussi leur folie intrinsèque. C'est comme si le gouvernement mexicain appelait les cartels de la drogue à réduire leurs massacres en leur offrant des pots-de-vin et en les rétribuant. Il n'est guère surprenant que les compagnies pétrolières nous aient poliment informés de la hausse des prix du pétrole après l'invasion de l'Ukraine par Poutine: Désolé les gars, pas de chance.

Leurs profits colossaux pouvaient être encore augmentés en réduisant leur très modeste effort en faveur des énergies durables et en se lançant à la course aux gros sous, quelles qu'en soient les conséquences pour la vie sur Terre. Tout ceci n'est que trop familier. Il suffit de citer la conférence des Nations unies sur le climat COP26 de Glasgow, en octobre 2021.

Le délégué américain John Kerry était aux anges : le marché était désormais dans notre camp. Comment pourrions-nous perdre ? BlackRock et d'autres gestionnaires d'actifs se sont engagés à verser des dizaines de milliers de milliards de dollars en faveur du développement durable - à deux petites conditions: leurs généreux investissements devaient être rentables et ils devaient s'accompagner de garanties fermes quant à l'absence de risques.



**Panneaux photovoltaïques (Source The Nature Conservancy)**

Tout cela grâce à l'aimable contribuable, qui est régulièrement appelé à voler au secours de notre économie néolibérale de renflouement (<https://www.bostonreview.net/articles/neoliberalisms-bailout-problem/>), pour reprendre l'expression des économistes Robert Pollin et Gerald Epstein. J'ai parfois cité l'observation d'Adam Smith selon laquelle, à toutes les époques, les «maîtres de l'humanité» - ceux qui détiennent le pouvoir économique - adhèrent à leur «vile maxime»: «Tout pour nous, rien pour les autres».

Dans le contexte actuel, l'expression est un peu trompeuse. Les dirigeants dotés du pouvoir suprême peuvent se permettre un certain degré de bienveillance à l'égard de leurs sujets, même au prix de leur immense richesse. Les systèmes capitalistes ne permettent pas qu'on s'éloigne de cette façon de la vile maxime. Les règles de base sont : recherche du profit et des parts de marché, ou : mise hors jeu. Ce n'est que dans la mesure où une population mobilisée et organisée oblige à contourner les règles que l'on peut s'attendre à s'écarter de l'ignoble maxime.

Nombreux sont ceux qui ont exprimé leur perplexité quant au fait que les PDG des entreprises de combustibles fossiles et les banques qui leur prêtent de l'argent puissent sciemment sacrifier leurs petits-enfants pour amasser encore plus de richesses que celles qui dépassent déjà les rêves les plus fous de la cupidité. Ils peuvent se montrer très convaincants : *Oui, c'est bien ce que je fais, mais si je m'écarte de ce chemin, un autre, qui s'y tiendra viendra me remplacer, et celui-là n'aura pas nécessairement ma bonne volonté, alors que celle-ci pourrait être à même d'atténuer quelque peu la tragédie.*

Une fois de plus, c'est la folie des institutions qui prévaut. Nous pouvons y ajouter les paroles de sagesse d'Adam Smith, qui y sont étroitement liées: grâce à leur contrôle de l'économie, les maîtres de l'humanité deviennent les «principaux architectes» de la politique de l'État et ils veillent bien à ce que leurs propres intérêts soient «tout particulièrement pris en compte», quelles qu'en soient les conséquences «désastreuses» pour tous les autres. Le constat n'est pas vraiment nouveau.

Ce même pouvoir, qui n'a pas à rendre de comptes, a un impact considérable sur les doctrines dominantes, ce que Gramsci appelait le «sens commun hégémonique». Les sondages montrent que les électeurs qui s'identifient comme Républicains se soucient peu du «changement climatique», pour reprendre l'euphémisme conventionnel utilisé pour dire que la planète brûle. Il n'y a rien là de très surprenant. Ce qu'ils entendent de la part de leurs dirigeants et des chambres d'écho comme *Fox News*, c'est que si toutefois le changement climatique existe, cela n'a guère d'importance.

Ce n'est qu'une autre invention des «élites libérales» pour leurs campagnes insidieuses, tout comme le «tripotage» des enfants par les «pédophiles sadiques» qui dirigent le Parti démocrate (ce dont près de la moitié des électeurs du GOP sont convaincus), la promotion du «Grand Remplacement» pour éliminer la race blanche opprimée, et tout ce qui peut être imaginé dans un second temps pour garder la populace dans le droit chemin pendant que les programmes législatifs les poignardent dans le dos.

Je ne veux pas ici laisser penser que le GOP est le seul à être infâme. Loin de là. Ils ont simplement poussé la lutte des classes jusqu'à des extrêmes qui seraient comiques si l'impact n'en était pas aussi sinistre. J'ai fait mention d'une des



dimensions de l'IRA: les cadeaux et les subventions accordés aux responsables des destructions climatiques pour les inciter à agir plus gentiment.



**Mangrove (Source NOAA Research News)**

Il y a une deuxième dimension: la politique industrielle, une mesure qui s'écarte radicalement de la doctrine néolibérale déclarée. Dans le cas dont nous parlons, il s'agit de subventions conséquentes accordées au secteur privé dans le but de relancer l'industrie nationale des semi-conducteurs. Cela soulève d'autres questions: faut-il que les bénéfices issus des largesses publiques aillent dans les poches des riches actionnaires et dans celles des stock-options de la classe dirigeante super-riche? Ou bien le produit social doit-il être redistribué différemment, en y associant les oubliés de la société? Autant de questions qu'il ne faut pas négliger.

Il ne faut pas non plus perdre de vue le contexte plus large dans lequel s'inscrit l'effort de reconstruction d'une partie de l'économie industrielle qui a été délocalisée à l'étranger par les maîtres de l'économie pour assurer leur propre prospérité. Cet effort s'inscrit dans le cadre plus large de la guerre commerciale contre la Chine, dont le but est d'empêcher le développement économique de ce pays.

L'une des priorités de cette guerre est de contraindre les industries de pointe européenne, coréenne et japonaise à renoncer à leur principal marché et à leur source de matières premières, à savoir la Chine, afin de contribuer à la campagne de Washington pour le maintien de son hégémonie mondiale. Nous ne savons pas comment tout cela va finir. Mais la question mérite qu'on s'y attarde et qu'on y réfléchisse.

Il s'agit là d'une vue d'ensemble qui ne tient pas compte d'un grand nombre d'éléments importants. Néanmoins, je pense que le tableau général constitue un cadre utile pour réfléchir aux tâches qui nous attendent. On peut en conclure sans risque de se tromper qu'on ne peut pas espérer grand chose de la structure institutionnelle du capitalisme sauvage. Est-il possible de la modifier suffisamment dans un délai réaliste, en réduisant ou en éliminant la dimension brutale de l'amalgame ?

Penser que la nature brutale du capitalisme peut être inversée en revenant à quelque chose comme le capitalisme des années Eisenhower, qui, avec tous ses graves défauts, est considéré à juste titre comme «l'âge d'or» du capitalisme d'État, n'est en rien utopique. Il est certainement possible de dompter les pires excès de la guerre des classes de ces dernières décennies. La «volonté politique» de la rue suffira-t-elle à empêcher le pire, à ouvrir la voie vers un avenir meilleur qu'il est réaliste d'envisager ? Il n'y a qu'une seule façon de le savoir: s'atteler à la tâche.

**A suivre**